

Petite
histoire
d'un
grand
projet :



Le Centre Mondial de l'Informatique

La brève mais « riche » histoire du Centre Mondial de l'Informatique (CMI) peut être considéré comme un avatar, sur le mode tragique, d'une politique de recherche et de développement sur la micro-informatique mal maîtrisée, peu cohérente, et basée sur une analyse socio-politique dont le sérieux reste à démontrer. Mais cette histoire est certainement plus instructive : l'opinion (ou les opinions) gouvernementale sur le CMI aide à situer ce projet dans le cadre plus global de l'informatisation en cours de la société. Les conflits qui sont apparus autour du CMI mettent en évidence certains des enjeux contradictoires liés à cette informatisation. Et puis, au moment où certains expliquent à qui veut l'entendre que la micro-informatique est la huitième merveille du monde, en ajoutant, plus honnêtement, qu'il s'agit d'un nouveau marché potentiel, il n'est sans doute pas inutile d'essayer d'y voir un peu plus clair.

D'abord, un défi mondial ?

LES thèses du CMI proviennent d'un rapport rédigé et remis par Jean-Jacques Servan-Schreiber au Président de la République en novembre 1981. Les idées de ce rapport sont évidemment celles contenues dans un autre ouvrage du même auteur : *Le Défi mondial* (1). Ce livre, efficacement écrit, tourne autour de trois grandes idées qu'il est nécessaire de rappeler ici, sans entrer dans les détails (2) : selon J.J. S.S., l'informatique française peut aider le pays à sortir de la crise, en occupant le marché à l'exemple du Japon. De plus, la solution tant recherchée qui va permettre au Tiers-Monde de régler ses problèmes sociaux

critiques (famine, sous-développement, etc.) est enfin trouvée : il s'agit de la micro-informatique. Cette technologie permettra également de résoudre les problèmes d'adaptation et de formation des catégories de population susceptibles de ne pas pouvoir suivre l'évolution technique à venir (sont visés les enfants, les chômeurs, les personnes âgées, les habitants du Tiers-Monde,...)

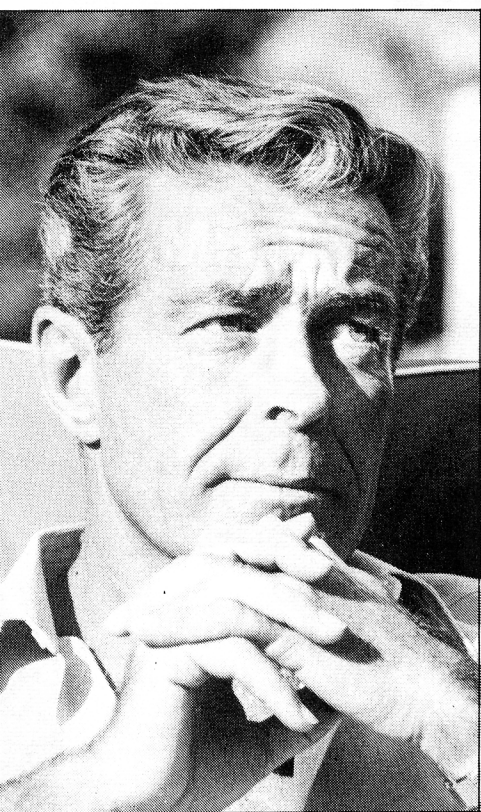
Sans nous livrer à une critique détaillée, déjà faite par ailleurs (2), de ces thèses dont la pertinence ne saute pas aux yeux, signalons qu'une théorie qui prétend résoudre la plupart de nos misérables problèmes humains par une technologie merveilleuse, en l'occurrence informatique, ne peut qu'être qualifiée de

scientiste. Le problème est que cette théorie a été l'une des bases du Centre Mondial. Elle n'a d'ailleurs pas été la seule, ce qui ne pouvait que créer de violentes contradictions internes au CMI, dès le départ.

...puis voici le Centre Mondial

Suite à la remise du rapport de J.J. S.S., la création du CMI est annoncée en novembre 1981 par F. Mitterrand, dans un discours où percent quelques unes des idées de J.J. S.S. (3). On apprend également qu'un nombre impressionnant de personnalités scientifiques étrangères ont donné leur accord pour participer au CMI ; notamment M. Negroponte, du MIT, et S. Papert, disciple de Piaget et créateur du langage Logo. La renommée scientifique et humaine de ces chercheurs n'est plus à faire. Parmi ces scientifiques figure un certain nombre de spécialistes en sciences sociales, car comme le dit Papert : « *Les machines ont toujours été conçues uniquement par des mathématiciens et des informaticiens. Les prototypes que nous définirons seront réalisés conjointement par des scientifiques et des chercheurs en sciences humaines. C'est une démarche tout à fait originale* ». (4). Il semble donc que, dépassant les objectifs de départ de J.J. S.S., des axes peut-être plus prometteurs se mettent en place.

Mais cette participation massive de chercheurs étrangers ne semble pas être



au goût de tous. En effet, le CMI « a reçu jusqu'ici un accueil très mitigé au sein de la communauté scientifique française, laquelle réagit en concurrente de célébrités comme Seymour Papert (...) » (5). Le problème ne va d'ailleurs pas tarder à surgir au grand jour.

En tous cas, le CMI démarre ses activités au printemps 1982, se voulant notamment porteur d'un projet de micro-ordinateur puissant, bon marché, et de la taille d'un livre.

L'Université en colère

La querelle publique entre le CMI et les universitaires informaticiens français est lancée par un article du *Nouvel Observateur*, sous la plume de G. Bonnot (6), qui écrit : « L'ordinateur est un outil extraordinaire. Il est à l'image du cerveau, il peut tout faire mais, jusqu'à présent, il a été confisqué par les informaticiens. Ils l'ont entouré de craintes et de révérences, protégé par toute une liturgie de codes et de procédures qui impose à ses servants une incroyable gymnastique de l'esprit et décourage les profanes de s'en approcher ». Conclusion : il faut « abattre le mur que l'informatique officielle a élevé entre l'homme et la pensée ».

Ouvrons une brève parenthèse pour remarquer que cette argumentation est typique d'une vision répandue dans le public : l'ordinateur « peut tout faire » (n'est-ce pas, J.J. S.S. ?) Donc, si son usage actuel est compliqué, c'est la faute aux informaticiens, et surtout pas à cause de contraintes technologiques, ce qui montrerait qu'un ordinateur n'est qu'une machine, forcément imparfaite.

Une lettre de réponse ne tarde pas à être publiée, signée par sept personnalités scientifiques françaises, au nombre

desquelles J. Arsac et J.C. Simon (7). Au lieu d'expliquer leurs désaccords avec les orientations du CMI, les signataires jouent les offensés et relancent la polémique, écrivant que « les théories du Centre Mondial sont délirantes », que J.J. S.S. est un nouveau Lyssenko (8), et que leurs universités sont bien moins subventionnées que le CMI (9).

Avec un tel niveau de discussion, de part et d'autre, il n'est pas étonnant que cet échange ne permette guère d'éclaircir le débat et ses enjeux, pourtant importants (10).

Les ministères se suivent

Les autres contradictions ne tardent pas à éclater au grand jour. En novembre 1982, coup sur coup, l'on apprend que le CMI change de ministère de tutelle, et que S. Papert donne sa démission.

Le changement de ministère — le CMI passe du ministère de la Recherche (Chevènement), au ministère des Télécommunications (Mexandeau) — signifie très précisément le retour du Centre dans le giron « réaliste » de la télématique. Comme l'écrit pudiquement une revue spécialisée, il s'agit d'une « mise en veilleuse certaine des aspects sociologiques et humanitaires de l'expérience » (11). L'opinion du nouveau ministère de tutelle sur ce que doit être le CMI est exprimée sans ambage par un membre du cabinet de Mexandeau : « Le Centre Mondial Informatique était parti sur des idées fausses : notamment celle du micro-ordinateur qui serait installé chez les particuliers sans être relié à un réseau. Les grands cerveaux qui entouraient Servan-Schreiber étaient bien gentils, mais ils faisaient surtout du cinéma. Maintenant le Centre va coordonner ses activités avec celles des Télécommunications » (12).

Quant à la responsabilité personnelle de J.J. S.S., les opinions divergent. *Le Canard enchaîné* et *L'Ordinateur Individuel* (13) pensent, chacun à leur manière, que cette nouvelle orientation s'est décidée contre l'opinion de Servan-Schreiber. Mais *Libération* nous en apprend plus long en indiquant que les contacts avec les PTT ont été pris par J.J. S.S. lui-même, dont il cite les propos : « Les Télécommunications sont un champ d'expérimentation formidable. La connexion interactive sortira les gens de la consommation passive de programmes de télévision. Le CMI a un rôle fondamental à jouer » (14). Cette dernière version est implicitement confirmée par *Le Monde* (15).

En tous cas, l'évolution est claire : comme le dit si bien *le Canard enchaîné* (12) : « *Fini la rigolade* », la télématique recouvre, semble-t-il, ses droits.

Les meilleurs s'en vont les premiers

Quant à S. Papert, sa démission annoncée au cours d'une conférence de

presse semble motivée aussi bien par le changement de ministère et d'orientation du CMI que par des désaccords avec J.J. S.S. Il s'en explique : « J'ai cru que cet homme (J.J. S.S.) qui a eu le mérite de comprendre le rôle que la micro-informatique pouvait jouer au plan mondial était capable de diriger le Centre. C'est en fait un autocrate qui n'a aucun respect pour les individus et dont les ambitions sont en contradiction avec les idéaux qui ont présidé à la fondation du Centre » (14). On apprend également que des désaccords importants avaient vu le jour entre J.J. S.S. et plusieurs scientifiques, quasiment depuis le début : « Dès avril (...), mais surtout pendant l'été, plusieurs conflits violents éclatent entre Nicholas Negroponte et Seymour Papert d'un côté et J.J. S.S. de l'autre. « J.J. S.S. s'est mis en tête de décider quelles recherches seraient subventionnées, quels chercheurs seraient embauchés », explique Papert. A trois reprises, au cours de l'été, on frise la rupture. Dans un tel climat, trois scientifiques américains de renommée mondiale s'estimant abusés, écrivent à l'Elysée qu'ils « renoncent à participer au Centre Mondial » (14).

Voilà au moins une des contradictions internes du CMI qui a été résolue, et d'une manière définitive, dirait-on. Jugez-en : « Le 4 novembre (1982) le conseil scientifique se réunit dans une ambiance très tendue. Les chercheurs américains stigmatisent les méthodes de J.J. S.S., mais l'après-midi même les nouveaux statuts sont votés. Seymour Papert disparaît de la liste des membres fondateurs et n'est pas convoqué à l'assemblée générale. Le 10 novembre, celle-ci confie tout pouvoir à J.J. S.S. » (14).

Servan-Schreiber reste donc maître à bord, semble-t-il. Mais il y a gros à parier qu'en même temps que Papert, s'en vont également nos derniers (petits) espoirs que le CMI puisse contribuer à des tentatives d'usage moins technocratique de la micro-informatique (17).

Une occasion de perdue ?

Le bilan provisoire qu'il est possible de faire sur les perspectives du CMI ne prête guère à l'enthousiasme. L'affaire était mal engagée dès le départ, sur des bases pour le moins floues, et traversées de contradictions internes. Des facteurs externes ont sans doute également joué. Le développement de la télématique s'accommode mal de projets qui lui sont extérieurs. Peut-être d'autres raisons existent-elles, comme le pense B. Savonet qui parle des « chercheurs autochtones » « intriguant dans les ministères » (13).

Il ne faut pas rendre le tableau plus noir qu'il n'est : les projets de recherche du CMI, tels qu'ils ont été annoncés (16), ne sont pas du tout dénués d'intérêt, si tant est qu'ils se réalisent (par exemple à Marseille).

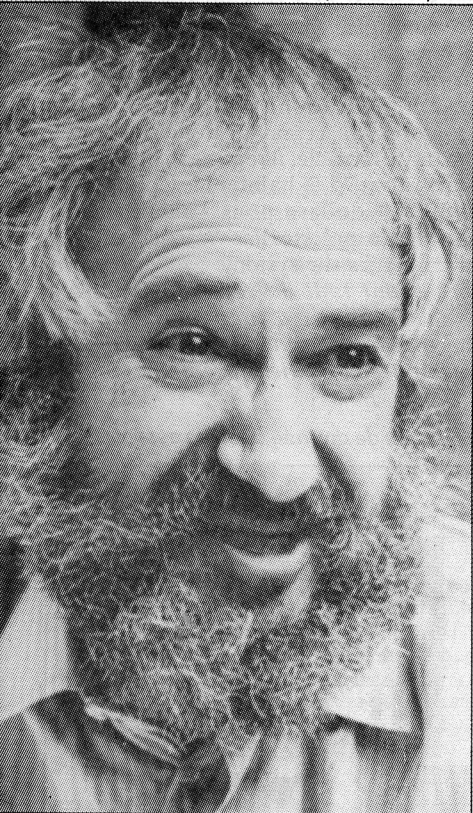
Il reste que les axes de recherches et de pratiques pour une utilisation intelli-

gente de la micro-informatique sont encore à discuter et à définir. L'orientation actuelle du CMI ne peut que laisser extrêmement sceptique sur ses capacités à remplir ce rôle ■

Robert ESSARTS février 83

- 1) *Le Défi mondial*, Ed. Fayard, 1980.
- 2) Pour des analyses critiques plus détaillées, voir par exemple l'article du CIII de Lyon dans *Terminal* n° 12, p.33, ainsi que l'annexe I du remarquable livre de F. Partant : *La fin du développement*, Ed. Maspéro, 1982.
- 3) *Le Monde*, 23/11/81
- 4) *Temps Réel*, 29/3/82, p.4
- 5) *Temps Réel*, 30/11/82
- 6) *Le Nouvel Observateur*, 26/6/82, p.64-66
- 7) *Le Nouvel Observateur*, 3/7/82, p.28
- 8) Lyssenko était un soi-disant biologiste soviétique sous Staline, qui, à partir de théories biologiques aberrantes, promit des recettes agricoles édeniques — avec les résultats que l'on sait.
- 9) Arsac, pour sa part, a depuis reconnu que sa participation à cette lettre était une erreur. Cf *Terminal*, n° 12, p. 25.
- 10) Voir par exemple l'article de Lemoigne (*Terminal* n° 11, p.26) et la réponse déjà citée de Arsac (*Terminal* n° 12).
- 11) *Le Monde Informatique* n° 79 du 29/11/82.
- 12) *Le Canard Enchaîné* du 8/12/82.
- 13) *L'Ordinateur Individuel*, n° 43, décembre 82, p.7.
- 14) *Libération* du 15/11/82, p.14 (article d'Yves Mamou).
- 15) *Le Monde* du 28/10/82.
- 16) Voir *Temps Réel* du 6/9/82, p.46.
- 17) D'autant plus que Negroponte a, lui aussi, annoncé récemment (février 1983) qu'il partirait en août 83, soit six mois avant la fin de son contrat. Voir *Le Monde* du 12/2/83.

Seymour Papert



Alternatives dans les groupes et les associations ?

Un an après son numéro 9, *Terminal* 19/84 reprend le dossier des alternatives possibles à l'informatique traditionnelle par le biais d'une approche un peu différente. Nous avons voulu centrer ce dossier sur la pénétration de l'informatique dans les mouvements alternatifs — associatif et de contestation sociale — Français et Américains.

En effet, depuis mars 1982, les choses ont évolué.

● Aux USA, où le nombre et la qualité des expérimentations se développent très rapidement, comme nous le montre le reportage réalisé en janvier-février 1983 par un membre du CIII Lyonnais.

● En France également, ce mouvement se porte peu à peu demandeur de puissance informatique. Ainsi, le SGEN-CFDT du Rhône utilise depuis près de cinq mois un micro-ordinateur. Trois militants répondent à nos questions dans ce dossier.

Des tentatives ont lieu pour favoriser les usages sociaux de la micro-informatique, pour apprendre, au sein des associations, à maîtriser collectivement la programmation afin de détourner la barrière de complexité que constitue l'écriture de la plupart des logiciels, comme le montre le travail effectué par les responsables du laboratoire d'informatique de l'INEP (*).

Il s'agit dans un premier temps d'automatiser les tâches de bureaux. Mais, et la différence est essentielle, non pas pour économiser du personnel ou augmenter la rentabilité, mais pour diminuer le temps passé dans du travail « pauvre » au profit du travail « riche ».

Quelles que soient les conditions dans lesquelles elle s'exerce, l'informatique agit sur la structure d'une façon complexe, en cela, il est fondamental qu'elle soit maîtrisée par les utilisateurs. Et la chose n'est pas simple !

Or, les SSCI(**) — seules « partenaires » capable actuellement de réaliser une informatisation — proposent une informatique dont la logique est la rentabilité, et les maîtres-mots mépris des utilisateurs, prises de décision technocratiques « baclage » des applications et prix exorbitants. Il faut que le mouvement alternatif et associatif puisse trouver d'autres partenaires pour répondre à ce besoin, partenaires qui peuvent prendre la forme de coopératives informatiques telles que ASIL(***), qui, dans ce dossier, s'interroge sur ce que peut être une informatique différente.

L'enjeu n'est pas négligeable : de lui dépend une réelle appropriation de la technologie par le tissu social. Il serait paradoxal — et inquiétant — que des groupes liés aux mouvements de contestation favorisent un appauvrissement du travail de leurs militants, ou bien renforcent une division des tâches, voire perdent en efficacité, du fait d'une informatisation mal adaptée.

Le 29/3/1983. CIII Lyon

(*) Institut national d'éducation populaire de Marly le Roi.

(**) Sociétés de service et de conseil en informatique.

(***) Alternative sociale pour une informatique locale.